

Certifiée exécutoire et transmise en Préfecture le 13/10/2025 026-212600423-20251007-D202548-DE Mise en ligne sur le site internet le 13/10/2025

2025/

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE BEAUVALLON

SEANCE DU 7 OCTOBRE 2025 DELIBERATION N° D 2025-48

L'an deux mille vingt-cinq, le 7 octobre à 18H30, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire, dans la Salle du Conseil, après convocations légales adressées le 2 octobre, sous la direction de Monsieur Bernard RIPOCHE, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 18

Etaient présents: 16

Votants: 17

Secrétaire de séance : M. Thierry GARNIER

ETAIENT PRESENTS:

Maire

M. RIPOCHE

Adjointes

MMES HAMET et RAMERINI

Adjoints

MM. DURET, CHATELET et REVOL

Conseillères Municipales

MMES DE ALMEIDA, CHALEYAT, GREGOIRE et ROBERT

Conseillers Municipaux

MM. BENISTANT, CAYRAT, GARNIER, MORIN, SANNIER et

STEVENIN

ABSENT EXCUSE:

MME ROCHE

a donné pouvoir à

M. MORIN

ABSENT NON EXCUSÉ: MME CHANTRE

D 2025-48 – Présentation Rapport d'activités 2024 du Syndicat Territoire d'énergie Drôme-SDED

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

La Présidente du Syndicat Départemental d'Energies de la Drôme a transmis le rapport annuel d'activités pour 2024. Ce document doit être présenté aux conseils municipaux des communes adhérentes avant le 31 décembre 2025.



Certifiée exécutoire et transmise en Préfecture le 13/10/2025 026-212600423-20251007-D202548-DE Mise en ligne sur le site internet le 13/10/2025

2025/

Le Conseil Municipal, à l'unanimité :

100

1111

1111

100

100

PREND ACTE du Rapport d'activités 2024 du Syndicat Territoire d'énergie Drôme-SDED.

Le Maire certifie le caractère ex écutoire de la présente délibération,

- après transmission en Préfecture le 13/10/2025
- et mise en ligne sur le site internet de la Commune le 13 / 10/2025

La présente délibération qui sera transmise au représentant de l'Etat, peut faire l'objet dans un délai de deux mois, à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble ou d'un recours gracieux auprès de la commune de Beauvallon, étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite d'acceptation. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Pour extrait conforme.

A Beauvallon,

Le Maire, Bernard RIPOCHE